

## ATTESTATION D'ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE

Nous soussignés **HDI Global SE**, Tour Trinity – 1 bis Place de la Défense – CS 20298 – 92035 PARIS LA DEFENSE CEDEX, certifions que la société :

**MATHIEU SAS**  
85 RUE SEBASTIEN CHOULETTE  
54200 TOUL

bénéficie des garanties du contrat n° **76333186-30014** garantissant les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant lui incomber en raison des dommages causés aux tiers, tant pendant que après l'exécution des travaux et/ou la livraison des produits, du fait des activités garanties au titre de ce contrat.

Les garanties s'exercent à concurrence des montants ci-après :

DESIGNATION DE LA GARANTIE	MONTANTS
<b>RESPONSABILITE CIVILE EXPLOITATION/RESPONSABILITE CIVILE APRES LIVRAISON/TRAVAUX ET/OU RESPONSABILITE CIVILE PRODUITS</b>	Par sinistre et par an (sauf mention contraire)
Tous dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs confondus	5 000 000 EUR
<b>DONT :</b>	
- Faute Inexcusable, maladies professionnelles	500 000 EUR
- Dommages d'atteintes à l'environnement accidentelles	5 000 000 EUR

Il est précisé que ces montants de garantie constituent, lorsqu'ils sont stipulés par sinistre et par période d'assurance, l'engagement maximum de l'Assureur pour l'ensemble des sinistres déclarés au cours d'une même période d'assurance, quel que soit le nombre de personnes physiques ou morales bénéficiant de la qualité d'Assuré, le nombre de réclamations formées ou encore d'actions judiciaires introduites en vue d'une indemnisation.

La présente attestation est valable pour la période d'assurance du **01/01/2025** à 0 Heure au **31/12/2025** à 24 Heures.

Elle est délivrée, pour servir et valoir ce que de droit et ne peut en aucun cas engager la compagnie au-delà des clauses, conditions, exclusions, limites et sous-limites du contrat auxquelles elle se réfère.

Fait à Paris, le 14.01.2025

HDI Global SE  
RCS Nanterre 478 913 882  
TOUR TRINITY  
1 bis place de la Défense  
CS 20298  
92035 PARIS LA DEFENSE CEDEX  
Tél : +33 1 44 05 56 00

## ATTESTATION SUR L'HONNEUR

### (en application du Code de la Commande Publique)

Je soussigné Eric BALEVIEZ, agissant en qualité de Directeur Délégué Commerce et Services

Pour le compte de la société/entreprise/association/structure Mathieu SAS

N° d'enregistrement au Registre du Commerce ou Répertoire des métiers : 332185818 / Nancy

**Atteste sur l'honneur** que ma société/entreprise/association/structure n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés aux articles L 2141-1 et aux 1° et 3° de l'article L 2141-4 du code de la commande publique

#### Signature d'une personne ayant pouvoir d'engager la société

**Nom et qualité du signataire** : Eric BALEVIEZ, Directeur Délégué Commerce et Services

A Toul, le 03.06.2025

*Cachet et signature*

*E. BALEVIEZ.*

  
FAYAT GROUP

85, rue Sébastien Choulette - BP 32  
54202 TOUL France  
Tél: (33) 3.83.65.22.22 - Fax: (33) 3.83.63.19.82  
S.A. 5 000 000 € - SIRET 332 185 818 00012 - TVA FR 30 332 185 818

***En cas de groupement, cette attestation doit être fournie par chaque membre du groupement***



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Envoyé en préfecture le 30/10/2025

Reçu en préfecture le 30/10/2025

Publié le

**S<sup>2</sup>LO**

Direction générale des Finances p ID: 092-219200466-20251029-DEC2025\_258-AR

## ATTESTATION DE REGULARITE FISCALE TAX CLEARANCE CERTIFICATE

Numéro de délivrance Certificate number : 19644613

La société désignée ci-dessous *The company named below :*

**DENOMINATION DE LA SOCIETE** *Name of the company :*  
SA MATHIEU

**ADRESSE DU PRINCIPAL ETABLISSEMENT** *Address of the main establishment :*  
85 RUE SEBASTIEN CHOULETTE  
54200 TOUL

**N° SIREN** *Tax identification number (SIREN number) :* 332185818

est en règle au regard des obligations fiscales suivantes  
*is in good standing with respect to the following tax obligations :*

- Dépôt des déclarations de résultats et de TVA  
*Filing of corporate income tax and VAT returns*
- Paiement<sup>(1)</sup> de la TVA<sup>(2)</sup> ou de l'IS<sup>(3)</sup>  
*Payment of VAT or corporate income tax*

Cette société est une société fille d'un groupe :

- soumis au régime de l'intégration fiscale visée à l'article 223 A du code général des impôts (groupe IS) ;
- ou de consolidation du paiement de la TVA visé à l'article 1693 ter du code général des impôts (groupe TVA).

*This company is a daughter company of a group :*

- *subject to the tax consolidation regime referred to in Article 223 A of the French General Tax Code (corporate income tax group) ;*
- *or consolidation of payment of the VAT referred to in article 1693 ter of the French General Tax Code (VAT group).*

L'impôt sur les sociétés ou la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) dû (ou due) sur le résultat d'ensemble du groupe IS ou du groupe TVA est versé par la société mère correspondante dont les coordonnées figurent ci-dessous :

*The corporate income tax or value added tax (VAT) due on the total result of the corporate income tax group or VAT group is paid by the corresponding parent company whose details are given below :*

**Dénomination de la société mère** *Name of the parent company :*  
FAYAT SAS

**Adresse de la société mère** *Address of the parent company :*  
137 RUE DU PALAIS GALLIEN  
33000 BORDEAUX

Dès lors, pour justifier de la régularité de sa situation fiscale, la société fille doit joindre à la présente attestation celle justifiant du paiement de l'impôt sur les sociétés ou de la TVA fournie par la société mère.

*Therefore, in order to prove the regularity of its tax situation, the daughter company must attach to this certificate, the certificate proving the payment of corporate income tax or VAT provided by the parent company.*

**Date de délivrance** *Date of issue :* 03/06/2025

**Service gestionnaire** *The administrative service :*

DIRECTION DES GRANDES ENTREPRISES

EQUIPE IFU 12

56 AVENUE DE METZ

93231 ROMAINVILLE CEDEX

LMMeJV 9h-16h30

Tél. : 0149911230

IFU12-DGE@DGFiP.FINANCES.GOUV.FR

<sup>(1)</sup> Y compris les pénalités y afférent éventuellement mises à sa charge *Including any penalties*

<sup>(2)</sup> Si la société est membre d'un groupe de consolidation du paiement de la TVA *If the company is a member of a VAT consolidation group*

<sup>(3)</sup> Si la société est membre d'un groupe de sociétés relevant du régime fiscal d'intégration *If the company is a member of a group of companies subject to the integration tax regime*

URSSAF LORRAINE  
TSA 80400  
21037 DIJON CEDEX 9

#### Nous contacter

**Courriel:** depuis votre espace urssaf.fr  
**Tel.:** 3957

#### Références

**N°SIREN** 332185818

Page 1/2

#### CADRE LÉGAL

Article L.243-15 du code de la Sécurité sociale.

#### CODE DE SÉCURITÉ

N6TJHDKYZ6NM70Q

La vérification de l'authenticité et de la validité de ce document s'effectue sur [urssaf.fr/portail/home/utile-et-pratique/verification-attestation.html](http://urssaf.fr/portail/home/utile-et-pratique/verification-attestation.html)

Envoyé en préfecture le 30/10/2025

Reçu en préfecture le 30/10/2025

Publié le

ID : 092-219200466-20251029-DEC2025\_258-AR



A METZ, le 03/06/2025

SAS MATHIEU  
BP 32  
85 RUE SEBASTIEN CHOULETTE  
54202 TOUL CEDEX

**Objet : attestation de fourniture des déclarations sociales et paiement des cotisations et contributions sociales.**

Madame, Monsieur,

Je vous adresse votre attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions sociales.

En votre qualité d'employeur, cette attestation vous est délivrée pour les établissements dont la liste figure au verso.

J'attire votre attention sur le fait que ce document a été établi à partir de vos déclarations. Il ne préjuge pas de l'exactitude de ces déclarations et ne vaut pas renonciation au recouvrement d'éventuelles créances.

La validité de cette attestation et le détail des informations contenues doivent être contrôlés par votre cocontractant.

Pour tout renseignement complémentaire, n'hésitez pas à prendre contact avec nos conseillers Urssaf.

Cordialement,

Le Directeur, Christophe FRANCESCHI



**CODE DE SÉCURITÉ**

N6TJHDKYZ6NM70Q

La vérification de l'authenticité et de la validité de ce document s'effectue sur [urssaf.fr/portail/home/utile-et-pratique/verification-attestation.html](http://urssaf.fr/portail/home/utile-et-pratique/verification-attestation.html)

SAS MATHIEU  
BP 32  
85 RUE SEBASTIEN CHOULETTE  
54202 TOUL CEDEX

En votre qualité d'employeur, la présente attestation de fourniture des déclarations et de paiement des cotisations de Sécurité sociale et d'allocations familiales, de contributions d'assurance chômage et de cotisations AGS, vous est délivrée :

- pour un effectif moyen mensuel de 144 salariés,
- pour une masse salariale de 556 155 euros,
- au titre du mois de avril 2025,
- et au titre du (des) établissement(s) suivant(s) :

ÉTABLISSEMENTS CONCERNÉS	NUMÉRO SIRET
AV D IMMERCOURT	62000 ARRAS 33218581800025
ZAC DE L AGAYON 11 AV LAMARTINE	13170 LES PENNES MIRABEAU 33218581800033
BP 32 85 RUE SEBASTIEN CHOULETTE	54202 TOUL CEDEX 33218581800017

La présente attestation ne préjuge pas de l'exactitude des bases sur lesquelles elle a été établie et ne vaut pas renonciation au recouvrement des éventuelles créances contestées.

**ATTESTATION DE L'UNION DE RECOUVREMENT**

Le Directeur soussigné certifie qu'au titre du (des) établissement(s) ci-dessus désigné(s), l'entreprise est à jour de ses obligations en matière de cotisations de Sécurité sociale et d'allocations familiales, de contributions d'assurance chômage, de cotisations AGS\*, et d'obligation d'emploi des travailleurs handicapés\*\* à la date du 30/04/2025.

Fait à : METZ  
le : 03/06/2025

Le Directeur, Christophe FRANCESCHI

\* Cette attestation concerne les contributions d'assurance chômage et cotisations AGS dues au titre des rémunérations versées à compter du 1er janvier 2011. Pour les périodes antérieures à cette date, il convient de se rapprocher de Pôle Emploi.

\*\* Cette attestation concerne les contributions liées à l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés dues au titre des périodes d'emploi à compter du 1er janvier 2020 lorsque votre entreprise y est assujettie. Pour les périodes antérieures à cette date, il convient de se rapprocher de l'Agefiph.



**Extrait Kbis****EXTRAIT D'IMMATRICULATION PRINCIPALE AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES**  
à jour au 2 juin 2025**IDENTIFICATION DE LA PERSONNE MORALE**

Immatriculation au RCS, numéro	332 185 818 R.C.S. Nancy
Date d'immatriculation	29/03/1985
Dénomination ou raison sociale	<b>MATHIEU</b>
Forme juridique	Société par actions simplifiée
Capital social	5 000 000,00 Euros
Adresse du siège	85 rue Sébastien Choulette 54200 Toul
Activités principales	Fabrication de balayeuses industrielles de balais et de pièces détachées location et vente de matériel de nettoiement construction de machines automotrices ramasseuses de gazon feuillés mortes et branchages Activité d'agent commercial ou de tout intermédiaire de commerce
Durée de la personne morale	Jusqu'au 28/03/2084
Date de clôture de l'exercice social	30 septembre

**GESTION, DIRECTION, ADMINISTRATION, CONTROLE, ASSOCIES OU MEMBRES****Président**

Nom, prénoms	LAHUTTE Pierre, Eugène, Joseph
Date et lieu de naissance	Le 08/03/1972 à Amiens (80)
Nationalité	Française
Domicile personnel	Amilu Farm 39 Strada delle Trinita 10090 Gassino Torinese (To) (Italie)

**Administrateur**

Nom, prénoms	FAYAT Laurent
Date et lieu de naissance	Le 26/01/1967 à Libourne
Nationalité	Française
Domicile personnel	8 bis rue Denfert-Rochereau 92100 Boulogne-Billancourt

**Administrateur**

Nom, prénoms	FAYAT Jean-Claude
Date et lieu de naissance	Le 23/10/1958 à Libourne
Nationalité	Française
Domicile personnel	château Clément Pichon 37 Rue de Bordeaux 33290 Parempuyre

**Administrateur**

Dénomination	FAYAT
Forme juridique	Société par actions simplifiée
Adresse	137 rue du Palais Gallien 33000 Bordeaux
Immatriculation au RCS, numéro	595 750 589 RCS Bordeaux
Personne ayant le pouvoir de diriger, gérer ou engager à titre habituel	
Nom, prénoms	FAYAT Jean-Claude
Date et lieu de naissance	Le 23/10/1958 à LIBOURNE (33)
Nationalité	Française
Domicile personnel	37 rue de Bordeaux Château Clément Pichon 33290 Parempuyre

**Commissaire aux comptes titulaire**

Dénomination	DUPOUY ET ASSOCIES SAS
--------------	------------------------

*Forme juridique*

Société par actions simplifiée

*Adresse*

parc Sextant 6-8 Avenue des Satellites 33185 Le Haillan

*Immatriculation au RCS, numéro*

463 200 725 RCS Bordeaux

**Commissaire aux comptes suppléant***Nom, prénoms*

LEPAON Jordane

*Nom d'usage*

MAYE

*Date et lieu de naissance*

Le 10/03/1977 à Libourne

*Nationalité*

Française

*Domicile personnel ou adresse professionnelle*

parc Sextant 6-8 Avenue des Satellites 33185 Le Haillan

**RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'ACTIVITE ET A L'ETABLISSEMENT PRINCIPAL***Adresse de l'établissement*

85 rue Sébastien Choulette 54200 Toul

*Enseigne*

MATHIEU-YNO

*Activité(s) exercée(s)*

Fabrication de balayeuses industrielles de balais et de pièces détachées - location et vente de matériel de nettoiement - construction de machines automotrices, ramasseuses de gazon, feuilles mortes et branchages - Activité d'agent commercial ou de tout intermédiaire de commerce

01/03/1985

*Date de commencement d'activité*

Création

*Origine du fonds ou de l'activité*

Exploitation directe

*Mode d'exploitation***IMMATRICULATIONS HORS RESSORT**

R.C.S. Aix-en-Provence

R.C.S. Arras

**OBSERVATIONS ET RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**- *Mention n° 1*

Mise en harmonie des statuts avec la loi NRE du 15/05/2001

- *Mention n° 983617 du 25/06/1998*

FUSION ABSORPTION DE LA SOCIETE YNO RCS NANCY B 326 625 134 AVEC EFFET DU 1e SEPTEMBRE 1997

- *Mention n° 2984 du 14/05/2013*

Augmentation du capital social suite à Fusion avec la Sté 3D-Dominique Declercq Distribution (ARRAS 353 460 264) à compter du 29/03/2013

Le Greffier



FIN DE L'EXTRAIT



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES  
Direction des Affaires Juridiques

MARCHES PUBLICS

DC1

## LETTRE DE CANDIDATURE

DESIGNATION DU MANDATAIRE PAR SES CO-TRAITANTS<sup>1</sup>

Le formulaire DC1 est un modèle de lettre de candidature, qui peut être utilisé par les candidats aux marchés publics (marchés ou accords-cadres) pour présenter leur candidature. En cas d'allotissement, ce document peut être commun à plusieurs lots.

En cas de candidature groupée, chaque membre du groupement renseigne le formulaire, et produit les renseignements ou documents demandés par l'acheteur (formulaire DC2).

Il est rappelé qu'en application du code de la commande publique, et notamment ses [articles L. 1110-1](#), et [R. 2162-1 à R. 2162-6](#), [R. 2162-7 à R. 2162-12](#), [R. 2162-13 à R. 2162-14](#) et [R. 2162-15 à R. 2162-21](#) (marchés publics autres que de défense ou de sécurité), ainsi que [R. 23612-1 à R. 2362-6](#), [R. 2362-7](#), [R. 2362-8](#), [R. 2362-9 à R. 2362-12](#), et [R. 2362-13 à R. 2362-18](#) (marchés de défense ou de sécurité), le vocable de « marché public » recouvre aussi les marchés de partenariat et les marchés de défense ou de sécurité ainsi que les marchés subséquents et les marchés spécifiques, indépendamment des techniques d'achats utilisées (accords-cadres s'exécutant par la conclusion de marchés subséquents ou par l'émission de bons de commande, concours, systèmes d'acquisition dynamiques, catalogues électroniques et enchères électroniques), qu'ils soient ou non soumis aux obligations relatives à la préparation et à la passation prévues par ce code. Dans tous ces cas, le présent formulaire type est utilisable.

## A - Identification de l'acheteur

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel à la concurrence ou l'invitation à confirmer l'intérêt ; en cas de publication d'une annonce au Journal officiel de l'Union européenne ou au Bulletin officiel des annonces de marchés publics, la simple indication de la référence à cet avis est suffisante ; dans tous les cas, l'indication du numéro de référence attribué au dossier par l'acheteur est également une information suffisante.)

Mairie de Malakoff  
Hôtel de ville - 1 Place du 11 Novembre 1918 - CS80031  
92245 Malakoff

## B - Objet de la consultation

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel à la concurrence ou l'invitation à confirmer l'intérêt ; en cas de publication d'une annonce au Journal officiel de l'Union européenne ou au Bulletin officiel des annonces de marchés publics, la simple indication de la référence à cet avis est suffisante ; dans tous les cas, l'indication du numéro de référence attribué au dossier par l'acheteur est également une information suffisante.)

## ACQUISITION DE DEUX BALAYEUSES ASPIRATRICES NEUVES

## C - Objet de la candidature

(Cocher la case correspondante.)

La candidature est présentée :

- pour le marché public (en cas de non allotissement) ;
- pour tous les lots de la procédure de passation du marché public ;
- pour le lot n° ..... ou les lots n° ..... de la procédure de passation du marché public (en cas d'allotissement ; si les lots n'ont pas été numérotés, indiquer ci-dessous l'intitulé du ou des lots tels qu'ils figurent dans l'avis d'appel à la concurrence ou l'invitation à confirmer l'intérêt).

<sup>1</sup> Formulaire non obligatoire disponible, avec sa notice explicative, sur le site du ministère chargé de l'économie.

**D - Présentation du candidat**

(Cocher la case correspondante.)

 Le candidat se présente seul :*(Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du candidat individuel, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET ; à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine du candidat issu d'un répertoire figurant dans la liste des ICD.)*

- Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation :

MATHIEU SAS

a mis en forme : Police :Gras

- Adresses postale et du siège social (si elle est différente de l'adresse postale) :

85 RUE SEBASTIEN CHOULETTE  
BP32  
54200 TOUL

a mis en forme : Police :Gras

- Adresse électronique :

adv@mathieu.fayat.fr

- Numéros de téléphone et de télécopie :

03.83.65.22.22

- Numéro SIRET, à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine de l'opérateur économique issu d'un répertoire figurant dans la liste des ICD :

332 185 818 00017

a mis en forme : Police :Gras

 Le candidat est un groupement d'entreprises : conjoint      OU       solidaire

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire :

 Non      OU       Oui**E - Identification des membres du groupement et répartition des prestations***(Tous les membres du groupement remplissent le tableau ci-dessous. En cas de groupement conjoint, les membres du groupement indiquent également dans ce tableau la répartition des prestations que chacun d'entre eux s'engage à réaliser. Ajouter autant de lignes que nécessaires.)*

N° du Lot	Nom commercial et dénomination sociale, adresse de l'établissement (*), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie, numéro SIRET des membres du groupement (**)	Prestations exécutées par les membres du groupement (***)

a mis en forme le tableau

(\*) Préciser l'adresse du siège social du membre du groupement si elle est différente de celle de l'établissement.

(\*\*) Pour les groupements conjoints. Lorsque la candidature est présentée sous forme de groupement solidaire, le renseignement de cette rubrique est inutile.

(\*\*\*) A défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine du candidat issu d'un répertoire figurant dans la liste des ICD.

Envoyé en préfecture le 30/10/2025

Reçu en préfecture le 30/10/2025

Publié le

S<sup>2</sup>LO

ID : 092-219200466-20251029-DEC2025\_258-AR

## F - Engagements du candidat individuel ou de chaque membre du groupement

### F1 – Exclusions de la procédure

Le candidat individuel, ou chaque membre du groupement, déclare sur l'honneur :

- a) dans l'hypothèse d'un marché public autre que de défense ou de sécurité, ne pas entrer dans l'un des cas d'exclusion prévus aux [articles L. 2141-1 à L. 2141-5](#) ou aux [articles L. 2141-7 à L. 2141-10](#) du code de la commande publique (\*);
- b) dans l'hypothèse d'un marché public de défense ou de sécurité, ne pas entrer dans l'un des cas d'exclusion prévus aux [articles L. 2341-1 à L. 2341-3](#) ou aux [articles L. 2141-7 à L. 2141-10](#) du code de la commande publique.

Afin d'attester que le candidat individuel, ou chaque membre du groupement, n'est pas dans un de ces cas d'exclusion, cocher la case suivante :

(\*) Lorsqu'un opérateur économique est, au cours de la procédure de passation d'un marché, placé dans l'un des cas d'exclusion mentionnés aux [articles L. 2141-1 à L. 2141-5](#), aux [articles L. 2141-7 à L. 2141-10](#) ou aux [articles L. 2341-1 à L. 2341-3](#) du code de la commande publique, il informe sans délai l'acheteur de ce changement de situation.

### F2 – Documents de preuve disponibles en ligne

(applicable également aux MDS, lorsque l'acheteur a autorisé les candidats à ne pas fournir ces documents de preuve en application de l'[article R. 2343-14 ou de l'article R. 2343-15](#) du code de la commande publique)

Le cas échéant, adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :  
(Si l'adresse et les renseignements sont identiques à ceux fournis plus haut se contenter de renvoyer à la rubrique concernée.)

- Adresse internet :

- Renseignements nécessaires pour y accéder :

### F3 - Capacités

Le candidat individuel, ou les membres du groupement, produisent, aux fins de vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles :  
(Cocher la case correspondante.)

le formulaire DC2.

les documents établissant ses capacités, tels que demandés dans les documents de la consultation (\*).

(\*) **Attention**, dans le cadre d'un marché public de défense ou de sécurité, certains documents de preuve sont à fournir au stade de la candidature ; il convient alors de vérifier attentivement les exigences fixées dans les documents de la consultation. Dans les autres marchés publics, les candidats ne sont tenus de fournir que des informations ; dans ce cas, s'ils peuvent décider de fournir les documents de preuve de la satisfaction aux conditions de participation au stade de la candidature, ils n'y sont en aucun cas tenus et l'acheteur ne peut juridiquement les y obliger.

## G - Désignation du mandataire (en cas de groupement)

Les membres du groupement désignent le mandataire suivant :

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du mandataire, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET ; à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine du candidat issu d'un répertoire figurant dans la liste des [ICD](#).]

Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation :

■ Adresses postale et du siège social (si elle est différente de l'adresse postale) :

■ Adresse électronique :

■ Numéros de téléphone et de télécopie :

■ Numéro SIRET, à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine de l'opérateur économique issu d'un répertoire figurant dans la liste des [ICD](#) :

Le mandataire devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation. Pour les marchés publics de défense ou de sécurité, ce document est à fournir dès le dépôt de la candidature.

Date de la dernière mise à jour : 01/04/2019.



**MARCHES PUBLICS**  
**DECLARATION DU CANDIDAT INDIVIDUEL**  
**OU DU MEMBRE DU GROUPEMENT<sup>1</sup>**

**DC2**

*Le formulaire DC2 est un modèle de déclaration qui peut être utilisé par les candidats aux marchés publics (marchés ou accords-cadres) à l'appui de leur candidature (formulaire DC1).*

*En cas d'allotissement, ce document doit être fourni pour chacun des lots de la consultation.*

*En cas de candidature groupée, il est rempli par chaque membre du groupement.*

*En complément de sa lettre de candidature (formulaire DC1), le candidat individuel ou chacun des membres du groupement peut produire, en annexe du DC2, les éléments demandés par l'acheteur dans l'avis d'appel à la concurrence ou dans l'invitation à confirmer l'intérêt, ou en l'absence d'un tel avis ou d'une telle invitation, dans les documents de la consultation.*

*Il est rappelé qu'en application du code de la commande publique, et notamment ses [articles L. 1110-1](#), et [R. 2162-1 à R. 2162-6](#), [R. 2162-7 à R. 2162-12](#), [R. 2162-13 à R. 2162-14](#) et [R. 2162-15 à R. 2162-21](#) (marchés publics autres que de défense ou de sécurité), ainsi que [R. 23612-1 à R. 2362-6](#), [R. 2362-7](#), [R. 2362-8](#), [R. 2362-9 à R. 2362-12](#), et [R. 2362-13 à R. 2362-18](#) (marchés de défense ou de sécurité), le vocable de « marché public » recouvre aussi les marchés de partenariat et les marchés de défense ou de sécurité (MDS) ainsi que les marchés subséquents et les marchés spécifiques, indépendamment des techniques d'achats utilisées (accords-cadres s'exécutant par la conclusion de marchés subséquents ou par l'émission de bons de commande, concours, systèmes d'acquisition dynamiques, catalogues électroniques et enchères électroniques), qu'ils soient ou non soumis aux obligations relatives à la préparation et à la passation prévues par ce code. Dans tous ces cas, le présent formulaire type est utilisable.*

**A - Identification de l'acheteur**

*(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel à la concurrence ou l'invitation à confirmer l'intérêt ; en cas de publication d'une annonce au Journal officiel de l'Union européenne ou au Bulletin officiel des annonces de marchés publics, la simple indication de la référence à cet avis est suffisante)*

**Mairie de Malakoff**  
**Hôtel de ville 1 Place du 11 Novembre 1918 CS80031**  
**92245 Malakoff**

**B - Objet de la consultation**

*(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel à la concurrence ou l'invitation à confirmer l'intérêt ; en cas de publication d'une annonce au Journal officiel de l'Union européenne ou au Bulletin officiel des annonces de marchés publics, la simple indication de la référence à cet avis est suffisante ; dans tous les cas, l'indication du numéro de référence attribué au dossier par l'acheteur est également une information suffisante ; toutefois, en cas d'allotissement, identifier également le ou les lots concernés par cette candidature)*

**ACQUISITION DE DEUX BALAYEUSES ASPIRATRICES NEUVES**

<sup>1</sup>

Formulaire non obligatoire disponible, avec sa notice explicative, sur le site du ministère chargé de l'économie.

## C - Identification du candidat individuel ou du membre du groupement

### C1 - Cas général

- Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation, adresses postale et du siège social (si elle est différente de l'adresse postale), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie, numéro SIRET, à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine du candidat issu d'un répertoire figurant dans la liste des ICD :

- *Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation :*

**MATHIEU SAS**  
**85 rue Sébastien Choulette - BP32**  
**54202 TOUL Cedex**

- *Adresses postale et du siège social (si elle est différente de l'adresse postale) :*

- *Adresse électronique :*

***adv@mathieu.fayat.com***

- *Numéros de téléphone et de télécopie :*

***Tel : 03.83.65.22.22***

- *Numéro SIRET, à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine de l'opérateur économique issu d'un répertoire figurant dans la liste des ICD :*

***SIRET : 332 185 818 00017***

- Forme juridique du candidat individuel ou du membre du groupement (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) :

**SAS**

- Le candidat est-il une micro, une petite ou une moyenne entreprise (entreprises qui occupent moins de 250 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 50 millions d'euros ou dont le total du bilan annuel n'excède pas 43 millions d'euros), au sens de la [recommandation de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises](#) ([Art. R. 2151-13](#) et [R. 2351-12](#) du code de la commande publique) ?

Oui

Non

### C2 - Cas particuliers en cas de marché public réservé

*Le candidat individuel ou le membre du groupement répondant à l'une des conditions qui suivent et postulant à un marché public autre que de défense ou de sécurité réservé en application des articles [L. 2113-12](#), [L. 2113-13](#), [L. 2113-13\\_1](#) ou [L. 2113-15](#) du code de la commande publique coche la case correspondant à sa situation. Le candidat individuel ou le membre du groupement répondant à l'une des conditions qui suivent et postulant à un marché public de défense ou de sécurité réservé en application de l'[article L. 2313-6](#) du code de la commande publique coche la case correspondant à sa situation.*

*Le candidat individuel ou le membre du groupement peut communiquer, dans la troisième colonne, l'adresse internet sur laquelle est disponible la preuve qu'il remplit les conditions propres au marché réservé pour lequel il candidate ainsi que les renseignements nécessaires pour y accéder. Dans le cas où les informations nécessaires à la consultation par l'acheteur ne sont pas fournies, et si les documents de preuve ne sont pas joints à la candidature, l'acheteur sollicitera leur production au moment de la vérification des conditions de candidature. Cette vérification sera à effectuer au plus tard avant l'attribution, sauf en cas de procédure restreinte avec limitation du nombre de candidats admis à participer*

à la procédure. Le détail des preuves nécessaires pour permettre cette vérification figure dans la notice explicative du DC2.

Le candidat européen à statut équivalent, lorsqu'il n'est pas établi en France, précise son statut juridique et, pour les marchés publics de défense ou de sécurité, fournit les textes relatifs à ce statut. Pour les autres marchés publics, la vérification se déroulera dans les conditions de l'[article R. 2144-1](#) du code de la commande publique.

Type de marché réservé	Type de structure	Eléments permettant la vérification des conditions propres à chaque marché réservé
<b>Marché réservé aux structures de l'insertion par l'activité économique et/ou aux structures du handicap</b> (articles L. 2113-12, L. 2113-13 et L. 2113-14 du code de la commande publique)	<input type="checkbox"/> Structure d'insertion par l'activité économique ( <a href="#">article L.5132-4</a> du code du travail) ou structure équivalente	<p>Le cas échéant, indiquer l'adresse internet à laquelle la preuve est accessible directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Adresse internet :</li> <li>- Renseignements nécessaires pour y accéder :</li> </ul>
	<input type="checkbox"/> Entreprise adaptée ( <a href="#">article L. 5213-13</a> du code du travail) ou structure équivalente	<p>Le cas échéant, indiquer l'adresse internet à laquelle la preuve est accessible directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Adresse internet :</li> <li>- Renseignements nécessaires pour y accéder :</li> </ul>
	<input type="checkbox"/> Etablissement et service d'aide pas le travail ( <a href="#">articles L. 344-2 et s.</a> du code de l'action sociale et des familles) ou structure équivalente	<p>Le cas échéant, indiquer l'adresse internet à laquelle la preuve est accessible directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Adresse internet :</li> <li>- Renseignements nécessaires pour y accéder :</li> </ul>
<b>Marché réservé aux entreprises de l'économie sociale et solidaire</b> (article L. 2113-15 du code de la commande publique)	<input type="checkbox"/> Entreprise de l'économie sociale et solidaire ( <a href="#">article 1<sup>er</sup></a> de la loi 2014-856 du 31 juillet 2014) ou structure équivalente	<p>Le cas échéant, indiquer l'adresse internet à laquelle la preuve est accessible directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Adresse internet :</li> <li>- Renseignements nécessaires pour y accéder :</li> </ul>
<b>Marché réservé pénitentiaire</b> (article L. 2113-13-1 du code de la commande publique)	<input type="checkbox"/> Opérateur économique prévoyant d'exécuter le marché dans le cadre d'activités de production de biens et de services réalisés en établissement pénitentiaire	<p>Le cas échéant, indiquer l'adresse internet à laquelle la preuve est accessible directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Adresse internet :</li> <li>- Renseignements nécessaires pour y accéder :</li> </ul>

### C3 - Cas spécifiques relatifs aux conditions de participation

**1. Lorsque le candidat est inscrit sur une liste officielle d'opérateurs économiques agréés au sens de l'[article R. 2143-15](#) du code de la commande publique et que l'acheteur est un pouvoir adjudicateur ou au sens de des [articles R. 2343-16 à R. 2343-17](#) du même code, que l'acheteur soit un pouvoir adjudicateur ou une entité adjudicatrice :**

- Indication du nom de la liste officielle :

- Références sur lesquelles l'inscription ou la certification est basée et, le cas échéant, la classification sur la liste :

(L'attention du candidat est attirée sur le fait qu'il convient de remplir les rubriques suivantes du présent formulaire pour l'ensemble des conditions de participation fixées par l'acheteur et qui ne seraient pas couvertes par les conditions d'inscription sur la liste officielle ou le certificat d'inscription sur cette liste)

- Le cas échéant, adresse internet à laquelle le certificat d'inscription sur cette liste officielle est accessible :  
l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :

- Adresse internet :

- Renseignements nécessaires pour y accéder :

■ 2. *Lorsque le marché public n'est pas un marché de défense ou de sécurité et que l'acheteur a autorisé les candidats à se limiter à indiquer qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises en application du second alinéa de l'[article R. 2143-4](#) du code de la commande publique :*

Le candidat déclare sur l'honneur satisfaire à l'ensemble des conditions de participation requises par l'acheteur.  
(*Dans ce cas, il est inutile de remplir les rubriques suivantes du présent formulaire ; le remplissage du formulaire est terminé*)

## E - Renseignements relatifs à l'aptitude à exercer l'activité professionnelle concernée par le contrat

*Le candidat ne fournit que les renseignements demandés par l'acheteur au titre de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle.*

*(En cas de MDS, les documents de preuve sont à fournir avec la candidature, sauf cas particulier de la rubrique E3)*

### E1 - Renseignements sur l'inscription sur un registre professionnel :

RCS de Nancy 332 185 818  
Numéro de TVA intracommunautaire FR 30 332 185 818  
Code APE 2910Z

**E2 - Le cas échéant, pour les marchés publics de services, indication de l'autorisation spécifique dont le candidat doit être doté ou de l'organisation spécifique dont il doit être membre pour pouvoir fournir, dans son pays d'origine, le service concerné :**

**E3 - Le cas échéant, adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder (applicable pour tous les marchés publics autres que MDS et, pour les MDS, uniquement lorsque l'acheteur a autorisé les candidats à ne pas fournir ces documents de preuve en application de l'[article R. 2343-14](#) du code de la commande publique) :**  
(*Si l'adresse et les renseignements sont identiques à ceux fournis plus haut se contenter de renvoyer à la rubrique concernée*)

- Adresse(s) internet :

- Renseignements nécessaires pour y accéder :

## F - Renseignements relatifs à la capacité économique et financière du candidat individuel ou du membre du groupement

*Le candidat ne fournit que les renseignements demandés par l'acheteur au titre de la capacité économique et financière.*

*(En cas de MDS, les documents de preuve sont à fournir avec la candidature, sauf cas particulier de la rubrique F4)*

### F1 - Chiffres d'affaires hors taxes des trois derniers exercices disponibles

	Exercice du 01/10/21 au 30/09/22	Exercice du 01/10/22 au 30/09/23	Exercice du 01/10/23 au 30/09/24	
Chiffre d'affaires global (ne remplir que pour les exercices pour lesquels ce renseignement est demandé par l'acheteur)	<b>54 415 427 €</b>	<b>66 763 623 €</b>	<b>72 979 956 €</b>	
Part du chiffre d'affaires concernant les fournitures, services, ou travaux objet du marché (si demandé par l'acheteur)	<b>81 %</b>	<b>71 %</b>	<b>83,5 %</b>	

Lorsque les informations sur le chiffre d'affaires ne sont pas disponibles pour la totalité de la période demandée, indication de la date à laquelle l'opérateur économique a été créé ou a commencé son activité :

...../...../.....

## F2 – Autres informations requises par l'acheteur au titre de la capacité économique et financière

(Chiffres d'affaires moyens sur la période demandée par l'acheteur, informations sur les comptes annuels, rapport entre les éléments d'actif et de passif, informations sur le niveau approprié d'assurance des risques professionnels, etc., tels que demandés par l'acheteur ; le cas échéant, renvoyer à la rubrique H du présent formulaire)

## F3 – Pour les marchés publics de travaux

En cochant cette case, le candidat déclare qu'il aura souscrit un contrat d'assurance le couvrant au regard de la responsabilité décennale ([article L. 241-1](#) du code des assurances).  
(Y compris en cas de MDS, les documents de preuve ne seront sollicité sur ce point qu'avant l'attribution du marché public)

## F4 – Documents de preuve disponibles en ligne (applicable pour tous les marchés publics autres que MDS et, pour les MDS, uniquement lorsque l'acheteur a autorisé les candidats à ne pas fournir ces documents de preuve en application de l'article R. 2343-14 du code de la commande publique)

Le cas échéant, adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :  
(Si l'adresse et les renseignements sont identiques à ceux fournis plus haut se contenter de renvoyer à la rubrique concernée)

- Adresse internet :

- Renseignements nécessaires pour y accéder :

## G - Renseignements relatifs à la capacité technique et professionnelle du candidat individuel ou du membre du groupement

*Le candidat ne fournit que les renseignements demandés par l'acheteur au titre de la capacité technique et professionnelle.*

*(En cas de MDS, les documents de preuve sont à fournir avec la candidature, sauf cas particulier de la rubrique G2.)*

## G1 - Le candidat ne fournit que les renseignements demandés par l'acheteur au titre de la capacité technique et professionnelle, qu'il peut récapituler ici

## Ressources Humaines

Indicateurs de Développement Durable (exercice financier)		Unité	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024
Ressources Humaines	Nombre d'employés CDI	u	125	114	114	135	135
	Nombre d'employés (CDI + CDD + apprentis)	u	133	121	132	142	142
	Montant total de participation distribué aux employés	€	303.014	62.549	140.840	142.000	Nd
	Nombres d'employés recrutés	u	13	16	33	43	23
	Turnover employés	%	-	-	24,79	29,37	16,20
	Nombre de collaborateurs ayant bénéficié d'une évaluation de performance	u	-	-	-	-	17
	Nombre de collaborateurs ayant bénéficié d'une évolution de carrière	u	-	-	1	1	10
	Nombre d'employés ayant bénéficié d'une mobilité géographique interne ou mobilité inter-service	u	-	-	1	3	1
	Pourcentage d'entretiens forfait jour réalisés	%	-	-	-	100	87,5
	Pourcentage d'entretiens professionnels réalisés	%	-	-	-	95,83	86,95
	Montant investit dans les formations	€	17.013	41.901	37.401	40.932	73.000
	Taux de salariés formés au cours de l'année	%	-	-	-	-	34,50
	Nombre d'heures de formation	h	943	1.338	772	982	1.631
	Nombre d'heures de formation moyenne suivies au cours de l'année par le salarié formé	h	-	-	-	-	33,28
	Nombre d'heures de formation moyen par salariée	h	-	-	-	-	12,08
	Part des femmes dans la société	%	16,58	16,85	15,55	15,96	15,49
	Taux de femmes managers	%	20,00	24,00	25,81	20,00	16,67
	Taux de femmes cadres	%	17,26	14,43	13,86	13,59	13,46
	Taux de femmes parmi les CDI	%	17,13	16,91	14,89	15,14	16,29
	Indice d'égalité professionnel	%	-	-	71,00	nc	nc
	Taux de cadres dans la société	%	-	-	-	-	36,61
	Nombre de nationalités	u	4	3	5	4	6
	Nombre de stagiaires	u	14	3	14	14	11
	Nombre d'apprentis	u	4	0	3	6	5
	Taux d'employés âgés de moins de 25 ans	%	4,23	4,10	5,21	7,61	8,45
	Taux de salariés handicapés	%	-	-	-	-	4,22
	Nombre d'accords collectifs signés durant l'année	u	-	-	-	-	0
	Taux de participation à l'enquête de satisfaction employés	%	-	-	-	72	-
	Taux de satisfaction employés	%	-	-	-	71	-
	Taux d'absentéisme	%	-	-	-	4,39	5,59
	Nombre d'heures travaillées	h	-	-	-	-	281.463
	Taux de fréquence des accidents	%	61,59	32,80	23,96	21,11	10,66
	Taux de gravité des accidents	%	0,13	0,35	0,34	0,43	0,67
	Nombre d'audit interne sécurité	u	-	-	-	-	-
	Mise à jour du Document Unique	oui/non	oui	oui	oui	oui	Oui
	Nombre de séances de sensibilisation sécurité	u	-	-	-	-	-
	Nombre de dotation EPI	u	1	1	1	1	1
	Nombre d'accidents sans arrêt de travail	u	-	-	-	-	49
	Nombre d'accidents avec arrêt de travail	u	-	-	-	-	3
	Nombre de jours d'arrêt total	j	-	-	-	-	189
	Nombre de situation presque accident	u	-	--	-	-	1
	Nombre de programmes de coaching réalisés	u	-	-	-	2	0
	Nombre de plans de développement réalisés	u	-	-	-	-	-
	Nombre de consultations CSE	u	-	-	-	19	12
	Résultat NAO	%	-	-	-	-	-
	Nombre de personnes formées au dialogue social	u	-	1	1	-	12
	Evaluation du dialogue social	oui/non	-	-	-	-	non
	Nombre de procédures harcèlement ouverte	u	-	-	-	1	1
	Montant engagé pour adaptation des postes de travail travailleurs handicapés	€	-	-	-	-	690

**G2 - Documents de preuve disponibles en ligne** (applicable pour tous les marchés publics autres que MDS et, pour les MDS, uniquement lorsque l'acheteur a autorisé les candidats à ne pas fournir ces documents de preuve en application de l'[article R. 2343-14](#) du code de la commande publique) :

*Le cas échéant, adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :  
(Si l'adresse et les renseignements sont identiques à ceux fournis plus haut se contenter de renvoyer à la rubrique concernée.)*

- Adresse internet :

- Renseignements nécessaires pour y accéder :

## H - Capacités des opérateurs économiques sur lesquels le candidat individuel ou le membre du groupement s'appuie pour présenter sa candidature

*Rubrique à renseigner dans l'hypothèse où le candidat ou l'un des membres du groupement s'appuie sur la ou les capacités d'un autre opérateur économique, quelle que soit la nature juridique des liens qui l'unissent à cet opérateur (qu'il s'agisse d'un sous-traitant ou d'un autre lien ; s'il s'agit des capacités d'un cotraitant, les renseignements figurent a priori déjà en rubrique F ou G), en application du II de l'[article R. 2142-3](#) du code de la commande publique auquel l'[article R. 2342-2](#) renvoie.*

*(Joindre, pour chaque opérateur économique, en annexe du DC2, tous les renseignements demandés par l'acheteur dans l'avis d'appel à la concurrence ou l'invitation à confirmer l'intérêt ou en l'absence d'un tel avis ou d'une telle invitation, dans les documents de la consultation. Si l'opérateur sur les capacités duquel le candidat s'appuie est un sous-traitant, ces informations sont fournies via le DC4 ou équivalent. Dans les autres cas, un DC2 annexe ou tout document équivalent peut être utilisé. Le candidat sera tenu d'apporter la preuve que chacun des opérateurs économiques mettra à la disposition du candidat individuel ou du membre du groupement les moyens nécessaires pendant toute la durée d'exécution du marché public ; en cas de MDS, cette preuve est à fournir au stade du dépôt de la candidature)*

### Désignation du (des) opérateur(s)

*(Adapter le tableau autant que nécessaire)*

N° du Lot	Nom du membre du groupement concerné <sup>2</sup>	Nom commercial et dénomination sociale, adresse de l'établissement <sup>3</sup> , adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie, numéro SIRET de l'opérateur sur les capacités duquel le candidat ou le membre du groupement s'appuie <sup>4</sup>

## I - Renseignements spécifiques aux marchés publics de défense ou de sécurité

### I1 – Renseignements relatifs à la nationalité du candidat individuel ou du membre du groupement

**Française**

### I2 – Documents, renseignements ou justificatifs permettant d'évaluer si le candidat individuel ou le membre du groupement répond aux critères d'accessibilité à la procédure indiquée dans l'avis d'appel à la concurrence (uniquement lorsque l'acheteur a ouvert la procédure de passation aux opérateurs économiques des pays tiers à l'Union européenne ou à l'Espace économique européen)

Date de la dernière mise à jour : 21/11/2023

<sup>2</sup> En cas de candidature individuelle, le renseignement de cette rubrique est inutile.

<sup>3</sup> Préciser l'adresse du siège social du membre du groupement si elle est différente de celle de l'établissement.

<sup>4</sup> À défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine du candidat issu d'un répertoire figurant dans la liste des ICD.